

Etats-Unis

Le général Haig accuse l'U.R.S.S. et le « terrorisme international »

● RECTIFICATIF. — Une erreur s'est glissée dans l'article de Nicole Berthelm sur la « Sixième connexion » (Le Monde 20 janvier). Le célèbre chanteur et acteur américain n'a pas célébré son soixante-neuvième anniversaire polonais il est né le 12 décembre 1915.

La dernière initiative de M. Giscard d'Estaing a fait dire au général Helg : « Evidemment toute proposition qui donnerait des fruits et conduirait au retrait des forces soviétiques d'Albanie est la

De leur côté, les autorités militaires américaines ont commencé à organiser une opération militaire destinée à repousser les forces communistes vers le sud du Pérou. A Washington, la commission sénatoriale d'enquête sur les affaires américaines s'est réunie d'urgence et a lancé un appel à la mobilisation. Le président a insisté la mise en place d'une commission internationale chargée d'enquêter sur les événements. L'Equateur a donné son accord, mais aucune mesure ne s'est prise officiellement.

Les incidents de frontière sont devenus de plus en plus graves. Ils ont conduit le 15 août à la mort du plus vieux soldat péruvien, âgé de 72 ans, tué par un tir d'artillerie soviétique. Le président a déclaré l'état d'urgence nationale et a ordonné la fermeture des écoles.

[illegible][illegible]

- IDÉES : Autour de « l'Idéologie française », A. Fontaine.
- LE PAYS BASQUE, MADRID ET L'ETA, début d'une enquête de J.-M. Théolleyre.
- TOURISME : Quels voyages et quels prix pour les Antilles ?

Méthode du Golla o l'Océan
42, rue des Bourdonnais,
75001 PARIS
Métro Châtelet
Tél : 508-18-87, de 14 h. à 18 h.

à Creil
Safari Creil
24, rue Gambetta
60100 Creil
Tel. 04 425.10.38

TALBOT
C'EST LA

NUMÉRO DE FÉVRIER

**LES MALADIES
DES ENFANTS**

La fin des « pions »

En vente partout : 5 F.

Alger. — La compagnie Air Algérie a décidé de suspendre la quasi-totalité de ses vols notamment vers la France, le mercredi 26 janvier, du fait d'une grave-surprise motivée par la décision de supprimer les billets à tarif réduit (10 %) consentis par les compagnies sérieuses du monde entier à leur personnel. Air Algérie a affirmé que ces billets de bas prix sont, pour les membres du personnel achetant les billets à tarif réduit pour des destinations rapprochées telles que Tunis ou Palma, uniquement pour pouvoir toucher l'allocation de 300 dinars (1) attribuée aux Algériens se rendant

(1) 1 dinar = 1.20 F

Politique du gouvernement
Le climat social

Correspondant

« employant à les rassurer. Ils
quent des arrestations pour dé-
nement de fonds, mauvaises ges-
pils-de-vin, leux, an écritures,
qui se poursuivent à un rythme a-
lière, conformément à la camp-
d'assainissement lancée par
autorités. Parmi les dernières
sonnes arrêtées se trouvent
P-O-G d'une importance so-
nationale de commercialisation
Sonacot, M. Bousyad, et l'un
se adjoints

A TRAVERS I

A TRAVERS L

Guinée

● LE SORT DES PRISONNIERS POLITIQUES. — L'Association des familles françaises de prisonniers politiques en Guinée a rappelé, lundi 28 septembre, que la communauté internationale n'a pas vu, depuis le 27 avril, de la part du président Sékou Touré, promesse de libérer paisiblement les milliers de Français emprisonnés sans jugement ni condamnation de leur part. Elle a demandé au gouvernement d'accepter l'Association en détail pour qu'elle puisse obtenir l'application de la promesse. L'Association, qui a déjà obtenu un succès d'effet et que lors de la signature de nouveaux accords de cessez-le-feu en novembre dernier, les représentants français ont dû se défendre de demander des excuses aux survivants.

Portugal

● LE COMMANDANT SUR LA MER. — Le commandant

[illegible]

notre objectif n'est pas de tester des forces africaines contre d'autres forces africaines. Il faut donc que les Libyens quittent le terrain. »

[illegible][illegible]

**L'APRESTATION EN 1980
D'UN OFFICIER SUPÉRIEUR**

DU K.G.B.
(De notre correspondant.)

Jochimsbourg. — Un homme qui s'est identifié comme étant le major Alexei Mikhaïlovitch Jochims, ancien officier du K.G.B., s'est arrêté en Afrique du Sud en 1960, à monnaie. Il a été libéré par les autorités Boïta sans permissions. Ralenti de faire les détails de cette affaire, il a déclaré qu'il est maintenant un correspondant et qu'il a des relations avec le K.G.B. Il a déclaré qu'il a été arrêté par les autorités Boïta sans permissions, mais qu'il a été libéré par les autorités Boïta sans permissions. Il a déclaré qu'il a été arrêté par les autorités Boïta sans permissions, mais qu'il a été libéré par les autorités Boïta sans permissions.

Arrêté à l'occasion de son vol, il a été arrêté par les autorités Boïta sans permissions. Il a déclaré qu'il a été arrêté par les autorités Boïta sans permissions, mais qu'il a été libéré par les autorités Boïta sans permissions.

[illegible]

صكنا من الامل

POLITIQUE

Le P.C. propose de soumettre les sondages d'opinion au contrôle des personnels des instituts

Le groupe communiste de l'Assemblée nationale a déposé une proposition de loi relative aux sondages d'opinion qui vise à établir « des véritables garanties » à l'usage des sondages et des enquêtes en général et de la publication des résultats. Selon le « Figaro », cette proposition, présentée par le député communiste de la Seine-Saint-Denis, M. Didier Thibaut, a pour objet de réglementer les sondages, les enquêtes et les autres opérations d'un véritable statut, de leur donner un caractère de responsabilité et de leur confier la responsabilité de l'Institut et que le sondage effectué pour le compte d'une administration, d'une entreprise publique ou d'un service public soit obligatoirement rendu public. Le P.C. propose, enfin, la création d'un institut national qui recueillir les données relatives à tous les sondages et enquêtes effectués en France.

CORRESPONDANCE

L'identification des « sondés »

Une de nos lectrices de Lyon, enquêtes à TIPOF et qui souhaite conserver l'anonymat, nous a écrit, le 2 et 3 janvier, à l'occasion de la publication de nos sondages, qu'elle ne pouvait pas donner son point de vue sur « l'obligation faite aux enquêteurs de noter les noms, adresses et numéros de téléphone des personnes interviewées sur les questionnaires ». Elle nous a demandé si nous ne pouvions pas, au lieu de l'obligation, faire une simple recommandation, et si nous ne pouvions pas, au lieu de l'obligation, faire une simple recommandation, et si nous ne pouvions pas, au lieu de l'obligation, faire une simple recommandation.

ne tranquillisent pas pour autant les enquêteurs. L'obligation de l'anonymat est une obligation de conscience, et non une obligation de loi. Elle ne peut être imposée que par la loi, et non par une simple recommandation. Elle ne peut être imposée que par la loi, et non par une simple recommandation. Elle ne peut être imposée que par la loi, et non par une simple recommandation.

Les inscriptions des nouveaux électeurs DES PARTICULIERS SAISISSENT LES Juges D'INSTANCE DANS DES MUNICIPALITÉS DU VAL-DE-MARNE DÉTENU PAR LA MAJORITÉ

Le délai doit disposer les juges d'instance pour statuer sur les réclamations des électeurs relatives aux inscriptions sur les listes électorales. Le 30 janvier, les tribunaux administratifs, saisis par les préfets, ont dû et déjà annuler les opérations de révision dans les communes de municipalités communistes. Ces décisions ont été prises à l'issue de la séance du 30 janvier. Les tribunaux administratifs, saisis par les préfets, ont dû et déjà annuler les opérations de révision dans les communes de municipalités communistes. Ces décisions ont été prises à l'issue de la séance du 30 janvier.

De son côté, la rédaction G.G.T. des services publics a lancé le 29 janvier une expédition aux travailleurs manifestant leur désaccord avec la loi qui leur est imposée dans les délais impartis et dans le respect de la loi. Les services publics ont lancé le 29 janvier une expédition aux travailleurs manifestant leur désaccord avec la loi qui leur est imposée dans les délais impartis et dans le respect de la loi.

A Lille UN CONSEILLER MUNICIPAL EST EXCLU DU P.C.F.

(De notre correspondant.) Lille. — M. Didier Thibaut, vingt-huit ans, conseiller municipal communiste de Lille, vient d'être exclu de son parti. Le conseil municipal de Lille, réuni le 27 janvier, a voté l'exclusion de M. Thibaut, qui avait été élu conseiller municipal dans la commune de Lille. Le conseil municipal de Lille, réuni le 27 janvier, a voté l'exclusion de M. Thibaut, qui avait été élu conseiller municipal dans la commune de Lille.

M. Thibaut, qui, depuis plus d'un an, avait été élu conseiller municipal communiste de Lille, vient d'être exclu de son parti. Le conseil municipal de Lille, réuni le 27 janvier, a voté l'exclusion de M. Thibaut, qui avait été élu conseiller municipal dans la commune de Lille. Le conseil municipal de Lille, réuni le 27 janvier, a voté l'exclusion de M. Thibaut, qui avait été élu conseiller municipal dans la commune de Lille.

● A PARIS, M. Georges Marchais a fait, mercredi 28 janvier, une déclaration critiquant vigoureusement la politique internationale exposée la veille à la télévision, par M. Giscard d'Estaing. L'humanité de tout temps ignore le commandement de l'agence Tass favorable aux positions définitives par le président de la République sur la nécessité du dialogue avec Moscou et Washington et sur l'attitude de la France à l'égard de l'OTAN.

LES DÉCLARATIONS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE SUR L'ANNONCE DE SA CANDIDATURE

Dans la majorité, M. Bernard Stasi, président délégué du C.D.S., membre du conseil national de l'U.D.F., estime que les déclarations de M. Giscard d'Estaing sont une surprise. Dans la majorité, M. Bernard Stasi, président délégué du C.D.S., membre du conseil national de l'U.D.F., estime que les déclarations de M. Giscard d'Estaing sont une surprise. Dans la majorité, M. Bernard Stasi, président délégué du C.D.S., membre du conseil national de l'U.D.F., estime que les déclarations de M. Giscard d'Estaing sont une surprise.

LES RÉACTIONS

propos du chef de l'Etat sont « un constat de décection pour la défense ». Quant à M. Pierre Chury, dans « la Lettre de la Nation », il parle de « mondanité » et d'« image délavée » de M. Giscard d'Estaing.

L'analyse de la situation en Pologne faite par le chef de l'Etat est longuement citée par l'Agence Tass

De notre correspondant Moscou. — Comme d'habitude quand il s'agit de rendre compte des déclarations d'un chef d'Etat, l'Agence Tass a été la première à publier les déclarations de M. Giscard d'Estaing sur la situation en Pologne. Comme d'habitude quand il s'agit de rendre compte des déclarations d'un chef d'Etat, l'Agence Tass a été la première à publier les déclarations de M. Giscard d'Estaing sur la situation en Pologne.

AIR INTER: CARTE D'ABONNEMENT



30% DE REDUCTION DES LE PREMIER VOYAGE SUR TOUS LES VOLS

Rentabilisation de la carte d'abonnement dès le 5^e ou 6^e aller-retour (cas de la carte valable un an sur une ligne, la plus fréquemment demandée).

Il existe des cartes d'abonnement de 3, 6 ou 12 mois valables sur une ou plusieurs lignes et de 12 mois toutes lignes.

Renseignements: AIR INTER PARIS 12, rue de Castellane, 75001 Paris Tél.: (1) 261.82.84 et toutes Agences de voyages.

AIR INTER

PEUGEOT C'EST ICI

à Paris 19^e

Ets Thuillier 46-48, rue de Maubeuge 75019 Paris Tél.: 203.94.42

Concessionnaire Peugeot devient également concessionnaire Talbot.

TALBOT C'EST LA

POLITIQUE

AUX DÉCLARATIONS DE M. GISCARD D'ESTAING

ajouté qu'elle soulève « un certain nombre de questions » et qu'il fallait tenir compte de « sources indiscutables ».

● A TAFEL (Arabie Saoudite), la proposition française a surpris et irrité les participants à la conférence islamique, en particulier le Pakistan, un des États les plus influents (lire page 5 l'article de notre envoyé spécial Eric Rouleau). Les réactions s'élèvent, pour leur part, qu'aucun soutien n'est possible sans eux. C'est ce qu'a dit M. El-Khatib, chef du Houchi al Islami, l'un des mouvements de résistance les plus structurés.

● A MOSCOU, la proposition française — s'adresse plus spécialement à l'U.R.S.S. — est totalement passée sous silence, ce qui a signifié pas, au contraire, une absence d'intérêt, d'autant que d'autres passages des déclarations présidentielles, sur la Pologne, notamment, sont inscrites en évidence. (Lire page 5 l'article de notre correspondant, Daniel Vermet).

● A PEKIN, l'agence Chine nouvelle a annoncé la proposition française, mais sans la commenter, la Chine, qui serait invitée

à la conférence proposée par la France soulignant seulement que l'Union soviétique doit retirer ses forces d'Afghanistan.

● EN EUROPE, Londres déclare que la proposition doit être étudiée « plus attentivement » et Rome estime que « c'est un pas dans la bonne direction ».

Les déclarations du président de la République sur le Tchad sont approuvées par le prince Saoud, chef de la diplomatie saoudienne, mais provoquent le colère du chef de l'état libanais, le président Ghaziem Kneib.

M. STASI : un constat de décès de la défection.

M. Bernard Stasi, président délégué du Centre des démocrates sociaux (formation appartenant à l'UDF), a déclaré à l'Assemblée nationale du chef de l'état à été un constat de décès pour la défection. Jacques Chirac, président de la République, a déclaré qu'il était de sa responsabilité de préserver la démocratie et qu'il avait donné des ordres à ses ministres de ne pas défectionner.

M. MARCHAIS : alignement et allégeance.

M. Michel Marchais, secrétaire général du P.F., a déclaré que le « plaidoyer » de M. Giscard d'Estaing « pour une Amérique forte et pour une politique extérieure commune de l'Europe » sous l'égide de la R.A.E. n'était que le « plaidoyer » de la droite.

M. Michel Postolunski, membre du conseil national de l'UDF, déclare, dans une interview à l'hebdomadaire Paris-Match, comment il se situe.

M. Michel Postolunski, membre du conseil national de l'UDF, déclare, dans une interview à l'hebdomadaire Paris-Match, comment il se situe. Il déclare qu'il est « à gauche » et qu'il est « à gauche ».

M. Roger-Gérard Schwarzenberg, vice-président du M.R.G., a déclaré.

M. Roger-Gérard Schwarzenberg, vice-président du M.R.G., a déclaré. Il déclare qu'il est « à gauche » et qu'il est « à gauche ».

Mme Veronique Nieritz, membre du secrétariat national du P.F., a déclaré.

Mme Veronique Nieritz, membre du secrétariat national du P.F., a déclaré. Elle déclare qu'elle est « à gauche » et qu'elle est « à gauche ».

C.F.T.C. : Regrets.

M. Jean Bernard, secrétaire général de la C.F.T.C., a déclaré. Il déclare qu'il est « à gauche » et qu'il est « à gauche ».

Après une seconde « occupation » du ministère de l'Industrie.

M. Lalonde n'obtient pas communication du rapport sur l'usine de retraitement de la Hague.

Après une seconde « occupation » du ministère de l'Industrie.

M. Lalonde n'obtient pas communication du rapport sur l'usine de retraitement de la Hague.

M. Lalonde n'obtient pas communication du rapport sur l'usine de retraitement de la Hague.

M. Lalonde n'obtient pas communication du rapport sur l'usine de retraitement de la Hague.

CETTE SEMAINE DEMANDEZ

La V.O.

"SPECIAL IMPOTS"

IMITEZ MAIS JAMAIS ÉGALEZ

Avec le bémol de l'impôt, une mine de renseignements inédits, des tuyaux exclusifs.

LE GUIDE DU CONTRIBUABLE est un document unique.

Pour ne pas payer un franc d'impôt de trop

DEMANDEZ LA V.O. IMPOTS

aux militants CGT ou à votre dépositaire habituel... 10 F.

Dans le même numéro : un grand dossier syndical.

VOUS VOULEZ LE CHANGEMENT — CE QU'EN PENSE LA CGT

Avec la V.O. IMPOTS un rendez-vous avec l'actualité.



THE ORDEAL ENDS

And the Outrage Grows

En vente cette semaine.

Un esprit ouvert sur le monde.

L'Europe des sociétés secrètes: des siècles de pouvoir en pleine lumière.

Tous les types de sociétés ont secrètes sur leurs franges des confréries, des ordres, des associations qui, par nécessité ou délibération, ont choisi le secret, les procédures initiatiques et les rites mystérieux pour se démarquer de l'idéologie dominante et acclier la solidarité de leurs membres. L'Europe des Sociétés Secrètes : un ouvrage d'historiens enrichi d'une iconographie rare. Un beau livre.



Sélection du Reader's Digest éditeur de livres ? Ouvrez celui-ci et vous découvrirez un éditeur exigeant. Quel que soit le sujet, il est traité par les auteurs les plus qualifiés.

Les faits ne sont jamais déformés pour être simplifiés. De la couleur, des illustrations, des encadrés : Sélection crée de beaux livres dont la lecture est toujours passionnante. Résultat : des ouvrages de référence dont l'intérêt ne s'épuise pas.

Sélection du Reader's Digest.

صكنا من الاميل

(Suite de la première page.)

La défense nationale, à l'évidence, est concernée aussi par la

L'examen est ci-dessus, quel est loin d'être complet, ouvre des perspectives immenses. Encore est-il indispensable d'avoir la volonté politique de les utiliser et de les maîtriser. Il faut vouloir engager la France dans la voie " cette véritable révolution technique.

Ce qui est primordial, vital, c'est, d'une part, un véritable plan économique et social : d'autre

Par l'association entre les grandes sociétés d'Etat et l'initiative privée, l'intérêt général sera préservé et la solution administrative sera évitée, sans préjudice des nationalisations qu'

Les socialistes proposent une décentralisation complète des collectivités locales élines au suffrage universel, qui disposerait dans le cadre de leurs compétences, d'une liberté complète, compris les régions qui sortiraient de l'état bédard dans lequel la loi de 1971 les a confinées. Leurs décisions seraient exécutoires, in-

**Pour faire de la France
un moderne**

Le choix est clair entre : les conservateurs, dont la raison d'être — la démonstration en a

Comment croire qu'un chef d'Etat qui centralise tous les pouvoirs, qui a maintenu une telle, véritable carcan, sur les

Les socialistes proposent une décentralisation complète des collectivités locales élargies au suffrage universel, qui disposeraient, dans le cadre de leurs compétences, d'une liberté complète, y compris les régions qui sortiraient de l'état bédard dans lequel le décret de 1971 les a confinées. Leurs décisions seraient exécutoires im-

Le choix est clair entre : les conservateurs, dont la raison d'être — la démonstration en a

2) S'il n'a pas été prévu une transition telle que le passage

relations entre individus, à les isoler les uns des autres. Ce que le gouvernement souhaite pour mieux les endoctriner.

Le programme du parti socialiste prévoit des nationalisations. Sans attendre qu'elles soient faites, de grandes sociétés nation-

libertés entre les maîtres d'un
gouvernement de droite, qui veut
tout contrôler, qui se méfie des
citoyens, qui veut les dominer.

chaque semaine à Paris pour suivre leurs dossiers et les faire avancer.

Les collectivités locales, enfi-

surse comme il convient et que toutes nos libertés, notre originalité, notre qualité de la vie, soient préservées. Grandes garanties.

GASTON DEFFERRE

(Public)

P.O. BOX 898, ABU DHABI (U.A.E.)

« En inventant l'ordinateur Apple, nous avons créé un vélo d'un nouveau genre. »

En 1976, Steve Jobs et son associé, Steve Wozniak, inventèrent l'ordinateur Apple. Aujourd'hui, Steve Jobs est Vice-Président d'Apple Computer, Inc., dont le siège se trouve à Cupertino en Californie. Apple Computer est devenu un des leaders de l'informatique individuelle.

Un ordinateur individuel, qu'est-ce que c'est au juste ?

Je vous répondrai par une analogie : celle du vélo. et du condor. Il y a quelques années, j'ai lu le compte-rendu d'une étude sur le rendement locomoteur de diverses espèces de notre planète, y compris l'homme. Le but de cette étude était de déterminer quelle était l'espèce capable du meilleur rendement entre un point A et un point B, c'est-à-dire celle qui dépensait le moins d'énergie pour ce déplacement. Le condor l'emportait haut la main. L'homme était deuxième, loin derrière.

C'est alors que quelqu'un eut l'idée de mettre l'homme à l'épreuve une seconde fois, mais à vélo. L'homme se révéla alors avoir un rendement double de celui du

individuel, mais de rendre leur utilisation si aisée qu'avant dix ans ils seront aussi répandus que les vélos.

C'est l'une des raisons pour lesquelles je désirais cette interview. Je voulais expliquer ce qu'est un ordinateur individuel et comment il peut nous aider tous à prendre de meilleures décisions.

Quelle est la différence entre un ordinateur individuel et les autres ordinateurs ?

La différence clé, c'est la relation individuelle directe qui s'établit entre l'homme et la machine — l'interaction individuelle immédiate.

Pour illustrer ce concept, l'investissement nécessaire à l'achat d'un train de voyageurs suffirait à l'achat de mille Renault 5. Le train de voyageurs, c'est un gros ordinateur (par exemple

composants des ordinateurs se fient de plus en plus petits et compacts. Les machines deviennent plus rapides. Leur consommation

énormes fournissaient leur énergie à des usines entières au moyen de poulies et de courroies tendues dans toutes les directions pour faire

« Ce que nous voulions offrir avec l'Apple II, c'était l'avantage d'un ordinateur de 80 000 francs ou d'un système en partage de temps de 540 000 francs dans une machine qui ne coûterait que 8 000 francs. »

électrique diminuait considérablement. L'information électronique était enfin devenue abordable. Et nous en avons profité pour inventer l'ordinateur individuel, le « vélo qui pense ».

A peine avions nous lancé le premier Apple en 1976 que tous nos amis voulurent en avoir un. Au moment de la mise sur le marché de l'Apple II, au début de l'été 1977, la demande d'ordinateurs individuels avait déjà amorcé son ascension vertigineuse.

Nous avons déjà vendu plus de 150 000 systèmes d'ordinateurs individuels Apple. Ce que nous voulions offrir avec l'Apple II, c'était l'avantage d'un ordinateur de 80 000 francs ou d'un système en partage de temps de 540 000 francs dans une machine qui ne coûterait que 8 000 francs.

Et ici, j'introduirai une seconde analogie : celle du moteur géant et du petit moteur de puissance fractionnaire. Quand le premier moteur électrique fut inventé, vers la fin du dix-neuvième siècle, on ne pouvait construire que des modèles de grandes dimensions, très coûteux — comme dans le cas des premiers ordinateurs. Ces premiers moteurs

tourner les machines. C'est seulement après l'apparition du moteur fractionnaire qu'il devint possible d'installer la puissance voulue à l'endroit exact où il la fallait.

On pourrait dire que ce que nous avons inventé avec l'Apple portable, c'est le premier « ordinateur fractionnaire ». L'Apple est assez compact pour être installé là où vous le voulez. Sur une table de travail, au bureau, au laboratoire, à l'école ou chez vous, il vous permet d'obtenir précisément les renseignements dont vous avez besoin. De même que le moteur fractionnaire apportait la puissance là où il la fallait, l'ordinateur individuel apporte l'information concentrée là où elle est nécessaire.

Vous dites que l'ordinateur individuel peut augmenter la productivité intellectuelle de l'utilisateur. Comment cela ?

Les ordinateurs individuels vont augmenter la producti-

tivité parce que ce sont des outils d'augmentation du rendement. Les quinze dernières années n'ont vu apparaître que quatre nouveaux outils de ce genre qui ont considérablement augmenté la productivité, par exemple celle du travail de bureau : ce sont la machine à écrire Selectric® d'IBM, la calculatrice électronique, le copieur xérophotographique et les systèmes téléphoniques modernes de bureau. (Soit dit en passant, le magnétophone portatif à cassette que vous utilisez pourrait bien être le cin-

quième). Comme toutes ces inventions, l'ordinateur individuel apporte une nouvelle puissance concentrée à l'utilisateur individuel.

Dans les années quatre-vingt, le petit ordinateur individuel accomplira pour les particuliers ce que les grands ordinateurs ont accompli pour les grosses sociétés dans les années soixante et soixante-dix.

Cette interview fait partie d'une série d'interviews dans lesquelles Steve Jobs discute l'ordinateur individuel et l'effet qu'il ne manquera pas d'avoir sur la société. Pour plus de renseignements sur l'ensemble des ordinateurs individuels Apple, contactez votre distributeur Apple.

« L'interaction entre une personne et son ordinateur individuel augmente la productivité intellectuelle de cette personne. »

condor ! C'était le triomphe du faiseur d'outils. Avec le vélo, l'homme s'est doté d'un outil capable d'amplifier l'une des aptitudes qu'il possédait. C'est pourquoi je compare l'ordinateur individuel au vélo. L'ordinateur individuel d'Apple, c'est en quelque sorte le vélo du vingt et unième siècle. C'est un outil qui amplifie l'intelligence que nous possédons. L'interaction entre une personne et son ordinateur individuel augmente la productivité intellectuelle de cette personne.

Aujourd'hui, la plupart des gens ignorent encore qu'il existe des ordinateurs individuels. La gageure pour notre industrie, ce n'est pas seulement de faire mieux connaître les ordinateurs

une unité centrale ou un mini-ordinateur), et la Renault 5, c'est un ordinateur individuel Apple. Il est évident que la RS n'est ni aussi rapide ni aussi confortable qu'un train de voyageurs. Par contre, elle vous permet d'aller où vous voulez, quand vous voulez, et avec qui vous voulez. Le propriétaire d'une RS exerce un contrôle individuel direct sur sa machine.

Dans les années soixante et au début des années soixante-dix, cette interaction individuelle entre une personne et un ordinateur n'était pas réalisable économiquement. Les ordinateurs étaient trop coûteux, trop compliqués. Cinquante personnes devaient s'en partager un seul. Avec l'apparition de la micro-électronique, toutefois, les

apple computer

Distributeur agréé des ordinateurs Apple : Sonette S.A., 5, rue François-Ponsard, 75016 Paris - Téléphone : (1) 524-37-40




صوتك من الامم



**vous
désirez
publier**

essais, poèmes, mémoires
prenez conseil
sans engagement
auprès d'un
imprimeur-éditeur

Adresses manuscrites et datées. vit.
15 0027
(Ses Presses Édition-Publicité)
10, Cours Sablon,
69000 Calmar-Fernand
(78) 92-28-78
Bureaux à Paris



"JE CONSTRUIS VOTRE APPARTEMENT DE VACANCES EN SACHANT QUE LUI, NE PRENDRA JAMAIS DE VACANCES."



Jean-Marc Penchinat

Si mes appartements de vacances sont pour la saison des vacances, ils sont faits aussi pour traverser le reste de l'année sans problème. Je les construis en sachant que contrairement à vous, ils vivront douze mois sur douze à la mer ou à la montagne. Acquiescer un appartement de vacances, c'est acquiescer un bien durable, pour vous et pour les vôtres.

Je vous propose un bien qui ne se dégradera pas d'une saison à l'autre, parce qu'il n'aura pas été conçu que pour la saison des vacances. L'insouciance des vacances, c'est à vous de l'avoir. Pas à moi.

Cette politique qui est la mienne depuis vingt et un ans, je l'applique à Port-Camargue, au Grau-du-Roi, au Cap d'Agde, au Golf de Nîmes-Camargne, et bientôt à Val Thorens et aux Arcs. Rencontrons-nous.

les **Villégiales**
Jean-Marc Penchinat
et ses fils

18, Bd Victor-Hugo, 30000 Nîmes. Tél. (66) 67 62 61

صكنا من الامم

صكنا من الامال

Le Monde

culture

THÉÂTRE

Patrick Guinand à la direction du Jeune Théâtre national

Patrick Guinand a été désigné pour prendre la succession de Jacques Renard à la direction du Jeune Théâtre national, par cinq voix contre trois à Josiane Hocville. Le vote a eu lieu le 26 janvier lors de la réunion du conseil d'administration.

Jacques Renard, qui en est le nouveau président, estime, après cinq ans à la tête du J.T.N., qu'il a rempli sa mission et qu'il est temps de lui succéder. Il a proposé à son conseil d'administration de lui succéder. Le conseil d'administration a accepté la proposition de Patrick Guinand, qui a été élu à la présidence du conseil d'administration.

Patrick Guinand, qui est âgé de trente-cinq ans, a été élu à la présidence du conseil d'administration. Il a été élu à la présidence du conseil d'administration.

Le Jeune Théâtre national a été créé par Jacques Renard, qui en est le nouveau président, après cinq ans à la tête du J.T.N. Le conseil d'administration a accepté la proposition de Patrick Guinand, qui a été élu à la présidence du conseil d'administration.

Patrick Guinand, qui est âgé de trente-cinq ans, a été élu à la présidence du conseil d'administration. Il a été élu à la présidence du conseil d'administration.

LE FLEUVE ROUGE de Pierre Laville

La nouvelle pièce de Pierre Laville, *Le Fleuve Rouge*, mise en scène par Marcel Maréchal, a été créée au Théâtre de Chaillot, en octobre 1980. La pièce a été créée au Théâtre de Chaillot, en octobre 1980.

DANSE

Des lieux pour le ballet

La danse marque des points : son implantation en province, en particulier, se développe. Parmi les récentes initiatives, il y a l'implantation de la compagnie de Dominique Bouquet, à Montpellier, le conforter d'un studio de danse à Paris, sur le parvis de la Gare d'Orléans, par Caroline Mercier et Dominique Petit, le Centre régional de la danse de Vannes, inauguré le 20 janvier dernier, à Morlaix.

La danse marque des points : son implantation en province, en particulier, se développe. Parmi les récentes initiatives, il y a l'implantation de la compagnie de Dominique Bouquet, à Montpellier, le conforter d'un studio de danse à Paris, sur le parvis de la Gare d'Orléans, par Caroline Mercier et Dominique Petit, le Centre régional de la danse de Vannes, inauguré le 20 janvier dernier, à Morlaix.

CINÉMA

LA VERSION ORIGINALE DE « BEL AMI » de Louis Daguin

An cours d'une séance spéciale, le parti communiste français a présenté à la presse la version intégrale restaurée du film de Louis Daguin *Bel Ami*. Le film a été restauré par le Centre de la Cinéma de la Ville de Paris.

MUSIQUE

Résurrection de Georg Benda à Rennes

Le Théâtre de Rennes, dont la superbe rétrospective classique en cours répond pleinement à la demande de la ville de Rennes, a organisé une soirée de résurrection de Georg Benda à Rennes.

Le Théâtre de Rennes, dont la superbe rétrospective classique en cours répond pleinement à la demande de la ville de Rennes, a organisé une soirée de résurrection de Georg Benda à Rennes.

JAZZ

Féminin pluriel au T.J.P.

Orchestre, groupe, soliste, parodie, jazz, musique électronique, le T.J.P. a organisé une soirée de résurrection de Georg Benda à Rennes.

VARIÉTÉS

Serge Lama au Palais des congrès

Tous les deux ans, Serge Lama prend possession de la scène du Palais des congrès pour un spectacle de variétés.

Tous les deux ans, Serge Lama prend possession de la scène du Palais des congrès pour un spectacle de variétés.

A l'Opéra

M. GUY VERDEL EST NOMMÉ PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Par décret du 26 janvier, M. Guy Verdel, ingénieur des finances, a été nommé président du conseil d'administration de l'Opéra de Paris.

Par décret du 26 janvier, M. Guy Verdel, ingénieur des finances, a été nommé président du conseil d'administration de l'Opéra de Paris.

LE FLEUVE ROUGE

La nouvelle pièce de Pierre Laville, *Le Fleuve Rouge*, mise en scène par Marcel Maréchal, a été créée au Théâtre de Chaillot, en octobre 1980.

LE FLEUVE ROUGE

La nouvelle pièce de Pierre Laville, *Le Fleuve Rouge*, mise en scène par Marcel Maréchal, a été créée au Théâtre de Chaillot, en octobre 1980.

LE FLEUVE ROUGE

La nouvelle pièce de Pierre Laville, *Le Fleuve Rouge*, mise en scène par Marcel Maréchal, a été créée au Théâtre de Chaillot, en octobre 1980.

LE FLEUVE ROUGE

La nouvelle pièce de Pierre Laville, *Le Fleuve Rouge*, mise en scène par Marcel Maréchal, a été créée au Théâtre de Chaillot, en octobre 1980.

PEUGEOT CESTICI

Talbot C'est La

Le Dernier Métro

**AUX TROIS
QUARTIERS**

BOFINGER

les VENDREDI, SAMEDI
DINERS JAZZ

373 87 82

Des immeubles « en éventail » à la Défense

L'effort de l'État aura triplé en trois ans

L'effort de l'État aura triplé en trois ans

صحبنا من الازل

AFFAIRES

ARGUANT D'UNE BAISSÉ IMPORTANTE DU POUVOIR D'ACHAT DES MÉDECINS

La C.S.M.F. réclame une forte majoration du tarif de la visite

tude. M. Jacques Monier, son
président, a souligné que ce

M. JEAN MARMOT
NOUVEAU DIRECTEUR
DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Le conseil des ministres a désigné, mercredi 20 janvier, M. Jean Marnet, à la direction de la Sécurité sociale, au ministère de l'Intérieur, et M. Jean Marnet remplace M. Pierre Scherpier, inspecteur général des services sociaux, qui avait été détaché au poste de directeur pour une durée de deux ans se terminant en janvier 1963. M. Marnet est directeur d'Etat en service extraordinaire.

M. Marnet, né le 19 mars 1907 à Babat (Maroc), ancien élève de l'E.N.A., est un franc polytechnicien, ingénieur, économiste, politique et des sciences économiques et sociales. Il a été directeur adjoint à la Cour des comptes en 1950, rapporteur près le Conseil d'Etat, directeur adjoint de la Commission de la Commission supérieure des comptes de 1952 à 1953. Il est en ce moment secrétaire général adjoint de l'E.N.A. à Paris.

M. Marnet a été nommé au poste de directeur à la Cour des

Le C.N.P.F. assure F.O. que la « libre négociation des salaires sera respectée »

On s'embarrasse avec les dirigeants du C.N.F.P., ne pouvant, la délégation de Force ouvrière, qui a obtenu la reconnaissance officielle confédérale — M. Bergeron était confédéré — vouloir en même temps s'inscrire dans les négociations de la C.F.T.M. On effraie une réunion tripartite de M. Chomand, vice-président de la C.F.T.M., et de deux patrons à maintes reprises les salaires à un niveau de 2 % par semaine, ce qui est le rôle représentatif du C.N.F.P. qui ne s'acquitte pas de son rôle comme consigne impérative à leurs fédérations. « Les livres agricoles », dit-il, « ne sont pas des livres, affirment le C.N.F.P. Les syndicalistes estiment donc avoir obtenu la reconnaissance officielle salariale, annonçant difficilement qu'ils ont obtenu des instruments de répression qui servent à maintenir ou à augmenter le salaire. »

La situation économique des entreprises est mauvaise, ce qui oblige le propriétaire de P.O. à solliciter l'ouverture de négociations avec les syndicats, tendant à une généralisation progressive des méthodes nouvelles de travail, qui ont été appliquées à la quatrième semaine de congé. Les syndicats ont répondu négativement. Pour lui, la situation des deux s'inscrit dans celle d'un monde qui a perdu le sens du temps de travail.

L'entretien se termine à ce point, à 14 heures.

[illegible]

S.M.-U.	9	3 1/2	3 1/4	3 3/8	9 4/16	9 7/16	1 1/2	3 1/2
S.M.-U.	0	0 1/4	1/8	13 1/8	17 19/16	17 15/16	183 1/8	16 7/8
Florida	8 3/4	9	3 1/8	3 5/16	3 1/4	3 3/8	3 1/2	9 7/8
S.F. (1907)	10 1/8	11 1/2	11 1/4	12 1/8	12 1/8	12 3/8	1 1/2	12 3/4
S.F.	15	25	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2	1 1/4	13 1/8
S. (1907)	12	13	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	1 1/2	13 1/8
S. (1907)	14 3/8	14 5/8	14 3/8	16 1/2	14 1/4	14 3/8	1 1/2	15 1/8
Fr. Stamp.	19	18 1/2	19 1/2	30 3/8	19 3/4	11	12	12 1/4

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interboursier des devises tels qu'ils étaient indiqués au feu de marine par une grande

Au Kremlin-Bicêtre
Ets Granchamp & Cie S.A.
54-56, rue de la Convention
94270 Le Kremlin-Bicêtre

Tel. : 6 58.01.22

Concessionnaire Peugeot devient également concessionnaire Talbot.

La participation des radicaux de gauche à la gestion de la ville est compromise

[illegible][illegible]

KASKE DEVIENT PRÉSIDENT DU DIRECTOIRE DE SIEMENS

- **Le groupe suisse Brown Boveri** tient de prendre le contrôle majoritaire de la société allemande de construction d'équipement électrique (C.E.M.). A la suite d'une augmentation de capital, le groupe suisse a obtenu 51,2 % de la participation dans la C.E.M., ce qui a entraîné d'importantes décisions de gestion.
- **Le Signalisation**, filiale de la Compagnie générale de construction électrique (C.G.E.), a obtenu un contrat de 10 millions de francs pour l'installation de systèmes de télécommunications au Japon.

la direction de la firme.

● La question de l'embarquement commercial partiel imposé l'U.R.S.S. par les États-Unis sera probablement examinée dans le courant de la semaine prochaine par une Réunion plénière du cabinet. ● L'indique, mercredi 28 janvier, M. John Block, secrétaire à l'Agriculture. M. Block rappelle qu'il était opposé à ce embargo, lequel avait été reconstruit pour un an par M. Carter.

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
--	---------------	---------	-----------	----------

	+ bar	+ hnet	Rep. + cu Ddp.	Rep. + cu Ddp.	Rep. + cu Ddp.
U. S. ...	4,829	4,829	- 238	- 256	- 1990
U. S. ...	4,999	4,999	- 280	- 218	- 740
U. S. (100)	2,319	2,300	+ 35	+ 25	+ 330
U. S. ...	3,508	2,970	+ 89	+ 69	+ 599
U. S. ...	2,120	2,120	+ 15	+ 35	+ 230
U. S. (100)	14,380	14,380	- 109	- 9	- 4
U. S. ...	2,868	2,850	+ 99	+ 115	+ 190
U. S. (100)	1,570	1,570	- 240	- 240	- 120

TAUX DES EURO-MONNAIES

M. U.	9	3 1/2	3 1/4	9 3/4	9 4/16	9 7/16	9 1/4	9 1/4
.....	10	1/4	1/4	18 1/2	17 13/16	17 15/16	18 1/4	16 7/8
ordin.	8 3/4	1	3 1/2	9 3/16	9 1/4	9 3/4	8 1/2	9 1/4
B. (1900).	10 1/3	11 1/2	11 1/2	12 1/2	12 1/4	12 3/4	13 1/2	12 3/4
S.	25	28	3 1/2	5 7/8	5 7/8	c	8 1/4	6 3/4
(1900).	21	17	18 1/2	19 1/2	13 1/2	13 1/2	12 1/2	12 1/2
.....	14 3/4	16 5/8	16 3/8	16 1/2	16 1/4	16 3/8	17 1/16	13 1/2
Franc.	19	19	19 1/2	30 3/4	19 3/4	21	22	22 1/2

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués au fin de semaine par une grande

Ets Granchamp & Cie S.A.
54-56, rue de la Convention
94270 Le Kremlin-Bicêtre
Tél. : 658 01 22

Concessionnaire Peugeot: devient également concessionnaire Talbot

TALBOT C'EST LA

ÉTRANGER

Les États-Unis mettent en garde le Japon contre les concessions qu'il pourrait faire à la C.E.E.

De notre correspondant

Roland Pierre Parinaux, qui a été pendant plusieurs années en poste en Asie du Sud-Est, succède à Philippe Pons comme correspondant au Japon.

Tokyo. — Les consultations entre représentants du gouvernement japonais et leurs homologues de la Commission européenne en vue d'une limitation des exportations de certains produits manufacturés n'ont pas été couronnées de succès. Les deux parties se sont séparées mercredi 28 janvier à Tokyo, sur fond de méfiance réciproque.

Le conseil européen du commerce extérieur américain, M. Brock, a fait savoir, il y a quelques jours, à l'ambassade de Japon à Washington, M. Okazaki, que toute acceptation par les Japonais d'une limitation de leurs exportations à destination des marchés communs se traduirait inévitablement par une intensification des demandes protectionnistes aux États-Unis.

Dans la même optique, un ultimatum est parvenu au Japon, sous la signature de M. Roy Dornier, directeur des affaires européennes, sous prétexte d'une limitation dans le cadre des consultations bilatérales entre le Japon et la C.E.E. — mais sans mentionner l'existence d'un accord.

Les représentants de la Commission européenne sous la conduite de M. Roy Dornier, directeur des affaires européennes, ont précédemment insisté sur la nécessité d'une limitation des exportations japonaises à destination de l'Europe (notamment en matière d'automobiles et de télévisions).

Les représentants de la C.E.E. ont tenté d'obtenir d'une part une limitation des exportations japonaises à destination de l'Europe (notamment en matière d'automobiles et de télévisions) et d'autre part, des mesures commerciales de la part des Japonais en vue de favoriser un meilleur accès de produits manufacturés européens — pour diverses raisons — difficile à pénétrer.

On laisse entendre que les milieux proches du ministère des affaires étrangères que le gouvernement japonais avait l'intention d'annoncer aux Européens qu'il s'efforçait de résoudre le problème n'ont pas pu limiter pour l'instant en cours les exportations vers l'Europe d'automobiles et de récepteurs de télévision au niveau existant en 1980.

Dans la réaction américaine, entre janvier et novembre 1980, les exportations japonaises vers la C.E.E. ont augmenté de plus de 25 % en valeur. Les exportations d'automobiles se sont accrues de 35 % en valeur (22 % en volume), celles de ré-

cepteurs de plus de 15 % en valeur et près de 40 % en volume. Les prix sont beaucoup moins élevés. Le déficit commercial C.E.E.-Japon est estimé à 6,8 milliards de dollars, à 6,5 milliards de dollars par rapport à l'an dernier.

Cette situation, de plus en plus catastrophique pour l'Europe en crise, nécessite, semble-t-il, un dialogue entre le libre-échange et le protectionnisme. Il sera d'autant plus difficile à réaliser que le troisième tiers de cette guerre commerciale entre pays industrialisés, les États-Unis, paraît — au nom de la liberté du commerce — bien décidé à s'opposer à des concessions japonaises en faveur des Européens.

R.P. PARINAUX.

Le déficit de la balance commerciale américaine a diminué en 1980

Washington (A.F.P.). — Le déficit de la balance commerciale américaine pour 1980 s'est élevé à 22,3 milliards de dollars contre 27,2 milliards en 1979, soit une diminution de 4,9 milliards (-13 %). Les exportations se sont accrues de 21 % pour atteindre 226,5 milliards de dollars, tandis que les importations (1) augmentaient de 18 %, se situant à 238,8 milliards de dollars. Toutefois, le déficit de la balance commerciale a fortement augmenté, représentant 127 milliards de dollars contre 106 milliards le mois précédent. Les ventes ont pourcentage de 14 %, s'établissant à 121 milliards de dollars, contre 106 milliards de dollars, en augmentation de 14 %.

Le mois dernier, les importations de pétrole ont augmenté de 21,6 % et volume par rapport à novembre, dépassant pour la première fois depuis juin 1980 million de barils par mois. Selon l'ensemble de l'année, les importations américaines d'hydrocarbures ont baissé de 1,5 % en volume, mais en raison de la hausse des prix, leur valeur a augmenté de 24,4 %.

Les exportations de produits agricoles ont, l'an dernier, augmenté — en valeur — de 12,5 % pour atteindre 47,1 milliards de dollars, contre 41,9 milliards en 1979. Les exportations de produits manufacturés de 23,5 %, représentant 142,8 milliards. Les ventes de produits de base ont augmenté de 14 %.

Les importations sont calculées (DAP) (incluant, sans fret).

Les États-Unis ont enregistré un excédent de 13,3 millions de dollars sur l'ensemble des pays industrialisés contre un déficit de 6,3 milliards en 1979. Leur surplus à l'égard de l'Europe occidentale a pratiquement doublé, passant de 9,8 milliards à 18,6 milliards de dollars, mais leur déficit vis-à-vis du Japon s'est accru de 14 % pour s'établir à 121 milliards de dollars. Vis-à-vis du pays de l'OCPE, le déséquilibre de la balance commerciale s'est accru de 14 % pour s'établir à 121 milliards de dollars, contre 106 milliards de dollars, en augmentation de 14 %.

Le mois dernier, les importations de pétrole ont augmenté de 21,6 % et volume par rapport à novembre, dépassant pour la première fois depuis juin 1980 million de barils par mois. Selon l'ensemble de l'année, les importations américaines d'hydrocarbures ont baissé de 1,5 % en volume, mais en raison de la hausse des prix, leur valeur a augmenté de 24,4 %.

Les exportations de produits agricoles ont, l'an dernier, augmenté — en valeur — de 12,5 % pour atteindre 47,1 milliards de dollars, contre 41,9 milliards en 1979. Les exportations de produits manufacturés de 23,5 %, représentant 142,8 milliards. Les ventes de produits de base ont augmenté de 14 %.

Les importations sont calculées (DAP) (incluant, sans fret).

L'ALLEMAGNE FÉDÉRALE EST MENACÉE EN 1981 D'UNE RÉGRESSION ÉCONOMIQUE

(Suite de la première page.)

Ainsi se demande-t-on si le pronostic formulé dans le rapport annuel pour 1981 peut être considéré comme définitif.

Cependant, pour le prix, la prévision d'un taux de 4,5 % (elle a été de 5,5 % en 1980) reste inchangée. Les crédits bancaires, qui ont augmenté de 4 % en 1980, sont prévus à 5 % en 1981.

Le rapport, le plus remarquable de Bonn, espère réduire de 25 à 20 de moins 22 milliards de marks en 1981. Mais il s'agit d'un objectif, car les importations de pétrole continuent de saugrenuer.

Enfin, d'après le ministre de l'Économie, le nombre moyen des chômeurs se situera à 3,5 millions, soit 11,5 % de la population.

Le gouvernement fédéral s'attend à une reprise économique durant le second semestre, mais sans pour autant que l'inflation continue d'être élevée.

Le rapport, le plus remarquable de Bonn, espère réduire de 25 à 20 de moins 22 milliards de marks en 1981. Mais il s'agit d'un objectif, car les importations de pétrole continuent de saugrenuer.

Enfin, d'après le ministre de l'Économie, le nombre moyen des chômeurs se situera à 3,5 millions, soit 11,5 % de la population.

Le gouvernement fédéral s'attend à une reprise économique durant le second semestre, mais sans pour autant que l'inflation continue d'être élevée.

Le rapport, le plus remarquable de Bonn, espère réduire de 25 à 20 de moins 22 milliards de marks en 1981. Mais il s'agit d'un objectif, car les importations de pétrole continuent de saugrenuer.

Enfin, d'après le ministre de l'Économie, le nombre moyen des chômeurs se situera à 3,5 millions, soit 11,5 % de la population.

Le gouvernement fédéral s'attend à une reprise économique durant le second semestre, mais sans pour autant que l'inflation continue d'être élevée.

Le rapport, le plus remarquable de Bonn, espère réduire de 25 à 20 de moins 22 milliards de marks en 1981. Mais il s'agit d'un objectif, car les importations de pétrole continuent de saugrenuer.

Enfin, d'après le ministre de l'Économie, le nombre moyen des chômeurs se situera à 3,5 millions, soit 11,5 % de la population.

Le gouvernement fédéral s'attend à une reprise économique durant le second semestre, mais sans pour autant que l'inflation continue d'être élevée.

Le rapport, le plus remarquable de Bonn, espère réduire de 25 à 20 de moins 22 milliards de marks en 1981. Mais il s'agit d'un objectif, car les importations de pétrole continuent de saugrenuer.

Enfin, d'après le ministre de l'Économie, le nombre moyen des chômeurs se situera à 3,5 millions, soit 11,5 % de la population.

Le gouvernement fédéral s'attend à une reprise économique durant le second semestre, mais sans pour autant que l'inflation continue d'être élevée.

Le rapport, le plus remarquable de Bonn, espère réduire de 25 à 20 de moins 22 milliards de marks en 1981. Mais il s'agit d'un objectif, car les importations de pétrole continuent de saugrenuer.

Enfin, d'après le ministre de l'Économie, le nombre moyen des chômeurs se situera à 3,5 millions, soit 11,5 % de la population.

Le gouvernement fédéral s'attend à une reprise économique durant le second semestre, mais sans pour autant que l'inflation continue d'être élevée.

Le rapport, le plus remarquable de Bonn, espère réduire de 25 à 20 de moins 22 milliards de marks en 1981. Mais il s'agit d'un objectif, car les importations de pétrole continuent de saugrenuer.

Enfin, d'après le ministre de l'Économie, le nombre moyen des chômeurs se situera à 3,5 millions, soit 11,5 % de la population.

L'équilibre capital.

La modernisation de nos moyens de production est un cap ou nous nous trouvons sollicités par des solutions qui nous entraînent devant elles ne nous rassurent.

L'équilibre nous donne l'assurance morale de franchir avec force des étapes importantes, où l'on sait grandir avec pondération. Pour une croissance sans crise, l'équilibre doit être sage et hardi.

Grandir, c'est rationaliser des tâches qui pèsent sur des énergies utiles à votre évolution. La juste composition de nos forces respectives est une résolution pour maintenir une harmonie, non par, mais avec l'informatic. Une saine décision pour une entreprise saine.

L'équilibre aujourd'hui c'est la puissance demain.

NIXDORF
COMPUTER

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BANQUE GÉNÉRALE DU COMMERCE

26, rue Marbeuf

75002 PARIS

Le Conseil d'Administration, réuni le 23 janvier, sous la présidence de M. Maurice de Selve, a examiné les comptes de l'exercice 1980 qui ont été approuvés à l'unanimité. Le bilan est le suivant :

- le total du bilan est de 1 275 585 000 F contre 968 297 700 F en 1979 ;
- les fonds propres sont de 423 800 000 F ;
- les crédits consentis s'élèvent à 523 700 000 F contre 423 800 000 F ;
- les bénéfices avant impôts et participation des employés s'élèvent à 19 270 000 F. Après déduction des impôts et de la participation, le bénéfice net s'élève à 9 500 000 F contre 8 420 000 F en 1979.

Ces comptes seront soumis à l'examen des Commissaires aux comptes. La prochaine Assemblée Générale des actionnaires, qui statuera sur les comptes de l'exercice 1980, se tiendra le 15 mars 1981.

SOLEIL INVESTISSEMENT

Alors que l'on déclarait M. Dornier, président de Paragorm France, et M. Van Weidinger, président de Henkel France, lors d'une réunion d'information des investisseurs, les deux sociétés ont annoncé les résultats de leur exercice 1980.

Les obligations françaises... 42,30 %
Les obligations étrangères... 42,30 %
Les crédits consentis... 523 700 000 F
Les bénéfices avant impôts et participation des employés... 19 270 000 F

Après déduction des impôts et de la participation, le bénéfice net s'élève à 9 500 000 F contre 8 420 000 F en 1979.

Ces comptes seront soumis à l'examen des Commissaires aux comptes. La prochaine Assemblée Générale des actionnaires, qui statuera sur les comptes de l'exercice 1980, se tiendra le 15 mars 1981.

Alors que l'on déclarait M. Dornier, président de Paragorm France, et M. Van Weidinger, président de Henkel France, lors d'une réunion d'information des investisseurs, les deux sociétés ont annoncé les résultats de leur exercice 1980.

Les obligations françaises... 42,30 %
Les obligations étrangères... 42,30 %
Les crédits consentis... 523 700 000 F
Les bénéfices avant impôts et participation des employés... 19 270 000 F

Après déduction des impôts et de la participation, le bénéfice net s'élève à 9 500 000 F contre 8 420 000 F en 1979.

Ces comptes seront soumis à l'examen des Commissaires aux comptes. La prochaine Assemblée Générale des actionnaires, qui statuera sur les comptes de l'exercice 1980, se tiendra le 15 mars 1981.

Alors que l'on déclarait M. Dornier, président de Paragorm France, et M. Van Weidinger, président de Henkel France, lors d'une réunion d'information des investisseurs, les deux sociétés ont annoncé les résultats de leur exercice 1980.

Les obligations françaises... 42,30 %
Les obligations étrangères... 42,30 %
Les crédits consentis... 523 700 000 F
Les bénéfices avant impôts et participation des employés... 19 270 000 F

Après déduction des impôts et de la participation, le bénéfice net s'élève à 9 500 000 F contre 8 420 000 F en 1979.

Ces comptes seront soumis à l'examen des Commissaires aux comptes. La prochaine Assemblée Générale des actionnaires, qui statuera sur les comptes de l'exercice 1980, se tiendra le 15 mars 1981.

Alors que l'on déclarait M. Dornier, président de Paragorm France, et M. Van Weidinger, président de Henkel France, lors d'une réunion d'information des investisseurs, les deux sociétés ont annoncé les résultats de leur exercice 1980.

Les obligations françaises... 42,30 %
Les obligations étrangères... 42,30 %
Les crédits consentis... 523 700 000 F
Les bénéfices avant impôts et participation des employés... 19 270 000 F

Après déduction des impôts et de la participation, le bénéfice net s'élève à 9 500 000 F contre 8 420 000 F en 1979.

Ces comptes seront soumis à l'examen des Commissaires aux comptes. La prochaine Assemblée Générale des actionnaires, qui statuera sur les comptes de l'exercice 1980, se tiendra le 15 mars 1981.

Alors que l'on déclarait M. Dornier, président de Paragorm France, et M. Van Weidinger, président de Henkel France, lors d'une réunion d'information des investisseurs, les deux sociétés ont annoncé les résultats de leur exercice 1980.

Les obligations françaises... 42,30 %
Les obligations étrangères... 42,30 %
Les crédits consentis... 523 700 000 F
Les bénéfices avant impôts et participation des employés... 19 270 000 F

Après déduction des impôts et de la participation, le bénéfice net s'élève à 9 500 000 F contre 8 420 000 F en 1979.

Ces comptes seront soumis à l'examen des Commissaires aux comptes. La prochaine Assemblée Générale des actionnaires, qui statuera sur les comptes de l'exercice 1980, se tiendra le 15 mars 1981.

Alors que l'on déclarait M. Dornier, président de Paragorm France, et M. Van Weidinger, président de Henkel France, lors d'une réunion d'information des investisseurs, les deux sociétés ont annoncé les résultats de leur exercice 1980.

Les obligations françaises... 42,30 %
Les obligations étrangères... 42,30 %
Les crédits consentis... 523 700 000 F
Les bénéfices avant impôts et participation des employés... 19 270 000 F

Après déduction des impôts et de la participation, le bénéfice net s'élève à 9 500 000 F contre 8 420 000 F en 1979.

L'aide occidentale à l'Égypte va augmenter de près d'un tiers en 1981

De notre correspondant

Le Caire. — Les représentants des deux puissances occidentales et des huit organismes internationaux ont convenu le 28 janvier à Paris — on groupe consultatif pour le financement du développement en Égypte — d'une aide exceptionnelle, de 100 millions de dollars, à destination de l'Égypte, sous la présidence de Sadat.

En plus de ces 100 millions, le groupe vient d'annoncer que l'aide de l'OCDE à l'Égypte augmenterait cette année de près d'un tiers par rapport à 1980 pour atteindre environ 15 milliards de dollars.

Selon le gouvernement égyptien, la plus grande partie de ces sommes sera consacrée aux projets d'autoconsommation alimentaire (3,5 milliards de dollars), à l'industrialisation (2 milliards de dollars) et à l'électrification (2 milliards de dollars).

En dépit de leur accroissement, les concours occidentaux attendront en 1981 un montant comparable aux années précédentes.

Le Caire. — Les représentants des deux puissances occidentales et des huit organismes internationaux ont convenu le 28 janvier à Paris — on groupe consultatif pour le financement du développement en Égypte — d'une aide exceptionnelle, de 100 millions de dollars, à destination de l'Égypte, sous la présidence de Sadat.

En plus de ces 100 millions, le groupe vient d'annoncer que l'aide de l'OCDE à l'Égypte augmenterait cette année de près d'un tiers par rapport à 1980 pour atteindre environ 15 milliards de dollars.

Selon le gouvernement égyptien, la plus grande partie de ces sommes sera consacrée aux projets d'autoconsommation alimentaire (3,5 milliards de dollars), à l'industrialisation (2 milliards de dollars) et à l'électrification (2 milliards de dollars).

En dépit de leur accroissement, les concours occidentaux attendront en 1981 un montant comparable aux années précédentes.

Le Caire. — Les représentants des deux puissances occidentales et des huit organismes internationaux ont convenu le 28 janvier à Paris — on groupe consultatif pour le financement du développement en Égypte — d'une aide exceptionnelle, de 100 millions de dollars, à destination de l'Égypte, sous la présidence de Sadat.

En plus de ces 100 millions, le groupe vient d'annoncer que l'aide de l'OCDE à l'Égypte augmenterait cette année de près d'un tiers par rapport à 1980 pour atteindre environ 15 milliards de dollars.

Selon le gouvernement égyptien, la plus grande partie de ces sommes sera consacrée aux projets d'autoconsommation alimentaire (3,5 milliards de dollars), à l'industrialisation (2 milliards de dollars) et à l'électrification (2 milliards de dollars).

En dépit de leur accroissement, les concours occidentaux attendront en 1981 un montant comparable aux années précédentes.

Le Caire. — Les représentants des deux puissances occidentales et des huit organismes internationaux ont convenu le 28 janvier à Paris — on groupe consultatif pour le financement du développement en Égypte — d'une aide exceptionnelle, de 100 millions de dollars, à destination de l'Égypte, sous la présidence de Sadat.

En plus de ces 100 millions, le groupe vient d'annoncer que l'aide de l'OCDE à l'Égypte augmenterait cette année de près d'un tiers par rapport à 1980 pour atteindre environ 15 milliards de dollars.

Selon le gouvernement égyptien, la plus grande partie de ces sommes sera consacrée aux projets d'autoconsommation alimentaire (3,5 milliards de dollars), à l'industrialisation (2 milliards de dollars) et à l'électrification (2 milliards de dollars).

En dépit de leur accroissement, les concours occidentaux attendront en 1981 un montant comparable aux années précédentes.

Le Caire. — Les représentants des deux puissances occidentales et des huit organismes internationaux ont convenu le 28 janvier à Paris — on groupe consultatif pour le financement du développement en Égypte — d'une aide exceptionnelle, de 100 millions de dollars, à destination de l'Égypte, sous la présidence de Sadat.

En plus de ces 100 millions, le groupe vient d'annoncer que l'aide de l'OCDE à l'Égypte augmenterait cette année de près d'un tiers par rapport à 1980 pour atteindre environ 15 milliards de dollars.

Selon le gouvernement égyptien, la plus grande partie de ces sommes sera consacrée aux projets d'autoconsommation alimentaire (3,5 milliards de dollars), à l'industrialisation (2 milliards de dollars) et à l'électrification (2 milliards de dollars).

En dépit de leur accroissement, les concours occidentaux attendront en 1981 un montant comparable aux années précédentes.

Le Caire. — Les représentants des deux puissances occidentales et des huit organismes internationaux ont convenu le 28 janvier à Paris — on groupe consultatif pour le financement du développement en Égypte — d'une aide exceptionnelle, de 100 millions de dollars, à destination de l'Égypte, sous la présidence de Sadat.

En plus de ces 100 millions, le groupe vient d'annoncer que l'aide de l'OCDE à l'Égypte augmenterait cette année de près d'un tiers par rapport à 1980 pour atteindre environ 15 milliards de dollars.

Selon le gouvernement égyptien, la plus grande partie de ces sommes sera consacrée aux projets d'autoconsommation alimentaire (3,5 milliards de dollars), à l'industrialisation (2 milliards de dollars) et à l'électrification (2 milliards de dollars).

En dépit de leur accroissement, les concours occidentaux attendront en 1981 un montant comparable aux années précédentes.

Le Caire. — Les représentants des deux puissances occidentales et des huit organismes internationaux ont convenu le 28 janvier à Paris — on groupe consultatif pour le financement du développement en Égypte — d'une aide exceptionnelle, de 100 millions de dollars, à destination de l'Égypte, sous la présidence de Sadat.

En plus de ces 100 millions, le groupe vient d'annoncer que l'aide de l'OCDE à l'Égypte augmenterait cette année de près d'un tiers par rapport à 1980 pour atteindre environ 15 milliards de dollars.

Selon le gouvernement égyptien, la plus grande partie de ces sommes sera consacrée aux projets d'autoconsommation alimentaire (3,5 milliards de dollars), à l'industrialisation (2 milliards de dollars) et à l'électrification (2 milliards de dollars).

En dépit de leur accroissement, les concours occidentaux attendront en 1981 un montant comparable aux années précédentes.

Le Caire. — Les représentants des deux puissances occidentales et des huit organismes internationaux ont convenu le 28 janvier à Paris — on groupe consultatif pour le financement du développement en Égypte — d'une aide exceptionnelle, de 100 millions de dollars, à destination de l'Égypte, sous la présidence de Sadat.

En plus de ces 100 millions, le groupe vient d'annoncer que l'aide de l'OCDE à l'Égypte augmenterait cette année de près d'un tiers par rapport à 1980 pour atteindre environ 15 milliards de dollars.

Selon le gouvernement égyptien, la plus grande partie de ces sommes sera consacrée aux projets d'autoconsommation alimentaire (3,5 milliards de dollars), à l'industrialisation (2 milliards de dollars) et à l'électrification (2 milliards de dollars).

En dépit de leur accroissement, les concours occidentaux attendront en 1981 un montant comparable aux années précédentes.

Le Caire. — Les représentants des deux puissances occidentales et des huit organismes internationaux ont convenu le 28 janvier à Paris — on groupe consultatif pour le financement du développement en Égypte — d'une aide exceptionnelle, de 100 millions de dollars, à destination de l'Égypte, sous la présidence de Sadat.

En plus de ces 100 millions, le groupe vient d'annoncer que l'aide de l'OCDE à l'Égypte augmenterait cette année de près d'un tiers par rapport à 1980 pour atteindre environ 15 milliards de dollars.

Selon le gouvernement égyptien, la plus grande partie de ces sommes sera consacrée aux projets d'autoconsommation alimentaire (3,5 milliards de dollars), à l'industrialisation (2 milliards de dollars) et à l'électrification (2 milliards de dollars).

En dépit de leur accroissement, les concours occidentaux attendront en 1981 un montant comparable aux années précédentes.

Le Caire. — Les représentants des deux puissances occidentales et des huit organismes internationaux ont convenu le 28 janvier à Paris — on groupe consultatif pour le financement du développement en Égypte — d'une aide exceptionnelle, de 100 millions de dollars, à destination de l'Égypte, sous la présidence de Sadat.

En plus de ces 100 millions, le groupe vient d'annoncer que l'aide de l'OCDE à l'Égypte augmenterait cette année de près d'un tiers par rapport à 1980 pour atteindre environ 15 milliards de dollars.

Selon le gouvernement égyptien, la plus grande partie de ces sommes sera consacrée aux projets d'autoconsommation alimentaire (3,5 milliards de dollars), à l'industrialisation (2 milliards de dollars) et à l'électrification (2 milliards de dollars).

En dépit de leur accroissement, les concours occidentaux attendront en 1981 un montant comparable aux années précédentes.

Le Caire. — Les représentants des deux puissances occidentales et des huit organismes internationaux ont convenu le 28 janvier à Paris — on groupe consultatif pour le financement du développement en Égypte — d'une aide exceptionnelle, de 100 millions de dollars, à destination de l'Égypte, sous la présidence de Sadat.

En plus de ces 100 millions, le groupe vient d'annoncer que l'aide de l'OCDE à l'Égypte augmenterait cette année de près d'un tiers par rapport à 1980 pour atteindre environ 15 milliards de dollars.

Selon le gouvernement égyptien, la plus grande partie de ces sommes sera consacrée aux projets d'autoconsommation alimentaire (3,5 milliards de dollars), à l'industrialisation (2 milliards de dollars) et à l'électrification (2 milliards de dollars).

En dépit de leur accroissement, les concours occidentaux attendront en 1981 un montant comparable aux années précédentes.

Le Caire. — Les représentants des deux puissances occidentales et des huit organismes internationaux ont convenu le 28 janvier à Paris — on groupe consultatif pour le financement du développement en Égypte — d'une aide exceptionnelle, de 100 millions de dollars, à destination de l'Égypte, sous la présidence de Sadat.

En plus de ces 100 millions, le groupe vient d'annoncer que l'aide de l'OCDE à l'Égypte augmenterait cette année de près d'un tiers par rapport à 1980 pour atteindre environ 15 milliards de dollars.

Selon le gouvernement égyptien, la plus grande partie de ces sommes sera consacrée aux projets d'autoconsommation alimentaire (3,5 milliards de dollars), à l'industrialisation (2 milliards de dollars) et à l'électrification (2 milliards de dollars).

En dépit de leur accroissement, les concours occidentaux attendront en 1981 un montant comparable aux années précédentes.

Le Caire. — Les représentants des deux puissances occidentales et des huit organismes internationaux ont convenu le 28 janvier à Paris — on groupe consultatif pour le financement du développement en Égypte — d'une aide exceptionnelle, de 100 millions de dollars, à destination de l'Égypte, sous la présidence de Sadat.

En plus de ces 100 millions, le groupe vient d'annoncer que l'aide de l'OCDE à l'Égypte augmenterait cette année de près d'un tiers par rapport à 1980 pour atteindre environ 15 milliards de dollars.

Selon le gouvernement égyptien, la plus grande partie de ces sommes sera consacrée aux projets d'autoconsommation alimentaire (3,5 milliards de dollars), à l'industrialisation (2 milliards de dollars) et à l'électrification (2 milliards de dollars).

En dépit de leur accroissement, les concours occidentaux attendront en 1981 un montant comparable aux années précédentes.

Le Caire. — Les représentants des deux puissances occidentales et des huit organismes internationaux ont convenu le 28 janvier à Paris — on groupe consultatif pour le financement du développement en Égypte — d'une aide exceptionnelle, de 100 millions de dollars, à destination de l'Égypte, sous la présidence de Sadat.

HABITAT

La crise du logement localif à Paris

IV. — Construire et dire le droit

par JOSÉE DOYÈRE

Puisque les loyers libres s'envolent, puisque la loi de 1965 est en train de mourir, puisqu'il manque des logements sociaux, que faire ? (Le Monde des 27, 28 et 29 janvier). Il faut construire bien sûr, mais ce n'est pas suffisant.

Il ne faut pas dire que Paris se dépeuple, mais bien que Paris se meurt (1). Non seulement la population immobilière a chuté et continue de chasser de la ville et de ses alentours immédiats — celle qui est bien desservie par les transports en commun, mais elle élimine aussi maintenant les classes moyennes. Activer un appartement vide étant devenu depuis longtemps un rite de passage même dans les quartiers les moins cotés, il faut désormais renoncer à trouver un logement libre et correct avec un loyer abordable. Les appartements encore soumis à la loi de 1965 sont de plus en plus rares, et de plus en plus chers. Le droit au logement est de plus en plus perçu par les habitants des villes comme un droit bafoué, pas encore connu, et de plus en plus contesté. Comment concilier l'inconciliable ? Comment, pour reprendre encore les termes du responsable de l'Association des organismes d'H.M. d'Ile-de-France, M. Lemoine, « dans un premier temps, arrêter l'hémorragie de nos populations qui subit Paris depuis vingt ans et, dans un second, dans un second temps, faire revivre une partie des familles de conditions modestes » ?

et de cadres moyens qui ont dû quitter Paris ?

Trois solutions sont généralement proposées. Aucune d'entre elles n'est viable ni politiquement ni économiquement :
● La libération totale et immédiate de tous les loyers sociaux. C'est la solution la plus simple, mais elle implique un changement de statut des logements sociaux. On a souvent proposé d'en faire des logements individuels à la propriété, mais on imagine pas non plus une opposition, quelle qu'elle soit, en envisageant sérieusement l'application : la « base » ne suivrait pas.
● L'augmentation des loyers sociaux. C'est la solution la plus simple, mais elle implique un changement de statut des logements sociaux. On a souvent proposé d'en faire des logements individuels à la propriété, mais on imagine pas non plus une opposition, quelle qu'elle soit, en envisageant sérieusement l'application : la « base » ne suivrait pas.
● L'augmentation des loyers sociaux. C'est la solution la plus simple, mais elle implique un changement de statut des logements sociaux. On a souvent proposé d'en faire des logements individuels à la propriété, mais on imagine pas non plus une opposition, quelle qu'elle soit, en envisageant sérieusement l'application : la « base » ne suivrait pas.

Il est certes indéniable qu'une aide spécifique (A.P.L., allocations logement) fournie aux plus démunis est le moyen de se loger. Mais, si on ne peut pas le faire, c'est-à-dire des logements sociaux de cette aide. Mais, au-delà, le choix de ne pas quitter la ville, de privilégier tel ou tel poste de son budget.

Une amorce loirée

Pour sortir de la situation de crise du logement de la région parisienne, il n'y a, à vrai dire, qu'une seule solution : construire, construire, construire. Mais, en quantité suffisante, des logements sociaux. On a souvent constaté que l'existence d'un large parc de logements sociaux contribue fortement à maintenir les loyers libres dans des limites raisonnables. C'est la condition sine qua non pour que le jeu de la loi du marché cesse d'être un jeu de dupes, une amorce loirée. Mais le coût des charges foncières, dit-on, est le plus grand des problèmes à résoudre. Pourtant, l'ensemble des charges foncières est suffisant en France, et spécifiquement à Paris (dépense de 120 millions de francs par an pour la ville, sans même recourir aux procédures extrêmes d'expropriation pour cause d'utilité publique), pour que le patrimoine collectif de la ville s'accroisse largement. Le dépeuplement de la région parisienne, et de la région parisienne elle-même, est dû à la dégradation des conditions de vie, et non à la dégradation des conditions de logement.

pour ne pas en bénéficier. Comme souvent ces immeubles sont encore actuellement soumis à la loi de 1965, on voit encore des ménages aux revenus très modestes qui sont obligés de louer dans des logements sociaux. Mais, si on ne peut pas le faire, c'est-à-dire des logements sociaux de cette aide. Mais, au-delà, le choix de ne pas quitter la ville, de privilégier tel ou tel poste de son budget.

Même si la volonté politique existait d'en finir avec la crise du logement, celle-ci ne disparaîtrait pas instantanément. Il est donc nécessaire qu'un certain nombre de logements sociaux soient créés à la demande, en complément des logements sociaux existants. On ne peut pas dire que la loi de 1965 soit une loi de référence, mais elle est une loi de référence.

On peut, bien sûr, imaginer des étapes qui rendraient plus douce l'application de la loi aux propriétaires. Mais, si on ne peut pas le faire, c'est-à-dire des logements sociaux de cette aide. Mais, au-delà, le choix de ne pas quitter la ville, de privilégier tel ou tel poste de son budget.

En province aussi

soixante ans ont été depuis deux ans nos conditions de vie. On ne peut pas dire que la loi de 1965 soit une loi de référence, mais elle est une loi de référence. On ne peut pas dire que la loi de 1965 soit une loi de référence, mais elle est une loi de référence. On ne peut pas dire que la loi de 1965 soit une loi de référence, mais elle est une loi de référence.

Les inconvénients du blocage

D'ailleurs, le gouvernement, qui n'a pas eu son succès, a dû disparaître la loi de 1965, a répondu à « libérer » une nouvelle tranche de nos loyers avant l'élection présidentielle. M. Tiberi, quant à lui, admet que M. Chirac à la mairie de Paris, ne cache pas que sa préférence irait vers une libération par étapes, mais sans conventionnement.

● Le blocage des loyers. Ralentissant inévitablement par certaines associations de locataires et par le parti communiste, cette solution a plusieurs très graves défauts qui la rendent à la fois injuste et inopérante. Le blocage, tout d'abord, ne tient aucun compte de l'évolution du coût des travaux d'entretien, par définition, il oblige au propriétaire de bonne volonté le locataire encore trop peu réparti d'entretenir son bien et d'offrir à ses clients locataires une prestation de qualité constante. De plus, il pénalise les propriétaires raisonnables, ceux qui n'ont pas fait subir à leurs locataires de hausses abusives, et il prive ceux qui ont aliéné pratiquement les hausses maximales. Il pénalise encore plus les locataires sociaux : le « blocage » ralentit le plan de M. Barre, qui a prévu 1979 à 1979, 10 millions de francs courants à l'Office P.H.M. de Paris : soit les sociétés immobilières d'investissement grâce à leur statut privilégié, et les propriétaires sociaux les risques de l'opération, soit le plan de M. Barre, qui a prévu 1979 à 1979, 10 millions de francs courants à l'Office P.H.M. de Paris : soit les sociétés immobilières d'investissement grâce à leur statut privilégié, et les propriétaires sociaux les risques de l'opération.

« Ce » réajuste le plan de M. Barre, qui a prévu 1979 à 1979, 10 millions de francs courants à l'Office P.H.M. de Paris : soit les sociétés immobilières d'investissement grâce à leur statut privilégié, et les propriétaires sociaux les risques de l'opération.

● La proportionnalité du loyer aux revenus. Chaque famille disposant de droit d'un logement suffisamment grand pour l'habiter dans de bonnes conditions, elle paie un loyer en fonction de ses revenus. Le loyer d'un même appartement pourrait ainsi varier de 1 à 4 (c'est-à-dire moyen des revenus après impôt en France) selon la situation financière de ses occupants.

Cette solution n'est pas viable, car elle implique un changement de statut des logements sociaux. On a souvent proposé d'en faire des logements individuels à la propriété, mais on imagine pas non plus une opposition, quelle qu'elle soit, en envisageant sérieusement l'application : la « base » ne suivrait pas.

(1) Jean Lemoine, Proposition pour l'Ile-de-France, 27-28, octobre 1979.

M. GÉRARD, Joilliers
Département brillant
8, avenue Montaigne, PARIS - 8^e
Tél. : 722-79-00
Prix d'un brillant rond
BLANC EXCEPTIONNEL
1 CARAT
30 janvier : 173.209 F T.T.C.
+ commission, 4,90 %

LOUEZ UNE VOITURE
en KILOMÉTRAGE
ILLIMITÉ
à partir de **150 F** par
jour
EXPRESS-ASSISTANCE
504-01-50

EN VENTE CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX

Le Monde
EN UN
ÉCONOMIQUE
RECHUTE

LA RECHUTE
22 F

"UN FRANÇAIS A NEW YORK"

Mars 1981 : ouverture de l'hôtel Parker Meridien New York
A l'angle de la 5^e Avenue et de la 57^e Rue, à proximité immédiate de Central Park et de Carnegie Hall, au cœur du quartier des affaires, l'hôtel Parker Meridien offre 600 chambres et 100 appartements, 5 salles de conférences, un restaurant grand carte, le "Meridien", un bar "Mediterranée", un piano bar dans le passé, une piscine et 8 courts de squash.
Réservations et informations : votre agence de voyages, votre agence Air France ou à Paris : 7815.70.

MERIDIEN
LES HOTELS D'AIR FRANCE

En 1981, l'art de vivre français sera représenté en Amérique du Nord à Montréal, Houston, New York et Boston.

